

## Quelles priorités pour notre activité ?

Nous tenons à un début de discussions préparatoires à l'AG au CN de septembre.

Signataires : Janie Arneguy, Marie-Claude Herboux, Cécile Leroux, Étienne Adam, Pierre Cours-Salies, Jean-Marie Fouquer, Jean-Paul Leroux

ENSEMBLE! ne peut – compte tenu de ses forces – intervenir sur l'ensemble des sujets politiques.

ENSEMBLE! doit poursuivre l'objectif de son propre dépassement. Le besoin de peser davantage sur la situation politique nous y pousse. Mais, cela ne pourra se faire sans véritable débat sur les orientations ni sans discussion sur la stratégie et les formes d'une future organisation.

Exprimer des positions peut être nécessaire, en liaison avec d'autres organisations, comme sur la Palestine, l'Ukraine, la Kanaky ... Mais il est hors de question de se disperser sur tous les autres événements si nous voulons être utiles dans les mois qui viennent.

Afin de ne pas oublier le contexte, la priorité est de prendre en compte les 40% de voix pour le RN et ses alliés d'extrême-droite. Il nous faut les combattre, réduire leur audience, regagner dans la bataille politique le plus possible d'électeur·rices qui ont fait sa progression (10 millions de voix !). Ne pas oublier, non plus, que les résultats du Front Populaire sont dus à un sursaut de rejet du fascisme actuel qui s'est manifesté par un « front républicain ».

Le NFP ne se réduit pas aux député·es de quatre partis ni à sa place dans les institutions. Les résultats électoraux obligeront eux-mêmes à fonctionner autrement qu'avec une majorité absolue présidentielle.

Le NFP est le produit d'une mobilisation citoyenne, associative, syndicale et politique. Des organisations féministes s'y sont investies. Le NFP a aussi montré une demande de participation au changement politique. Ceci correspond à ce que nous avons dit depuis des années sur la nécessité d'un bloc politico-social avec des rapports différents entre politiques et mouvements.

ENSEMBLE!, nationalement, doit mener un débat collectif sur **trois priorités** avec une seule orientation de fond : que pouvons-nous faire pour aider les mobilisations ?

### 1 - Renforcer ce « NFP politico-social ».

Il s'agit de participer à la structuration des différentes forces citoyennes, associatives et syndicales. L'intersyndicale maintenue depuis la lutte sur les retraites est un atout dans le rapport des forces ; des regroupements plus larges aussi, comme les coalitions et les initiatives de diverses associations de solidarité. Cela suppose de respecter les rythmes de chacune de ces forces et de trouver des méthodes de travail consensuelles.

Quelles propositions faire pour que le plus grand nombre possible trouve une place dans l'élaboration des politiques publiques ? Même chose pour les collectifs citoyens qui ne peuvent se réduire à des comités de soutien aux partis et élus, mais doivent être des lieux où se débattent les mesures politiques à prendre.

Notre objectif réaffirmé est d'aller vers des assemblées, des collectifs syndicaux, associatifs et citoyens. Ils devront, pour réussir, savoir lier leurs activités dans des lieux et sous des formes diverses, dans les entreprises, dans les localités et les quartiers. Les composantes du Front populaire auront aussi, évidemment, à peser ensemble devant des obstacles, pour rejeter les offensives des diverses droites.

## **2- Développer la mobilisation pour des mesures unificatrices**

**Les élections ont montré un refus massif de la politique libérale menée par Macron et de ses conséquences néfastes sur la vie d'une majorité.** Même si une partie des aspirations sociales a été dévoyée par un vote RN, il n'en reste pas moins que c'est une majorité qui a mis le social et le partage des richesses au centre du débat public, contrairement aux priorités d'une grande partie du champ politico-médiatique.

Cette demande de social, mais aussi d'une autre distribution des richesses, reste un sujet majeur. La gauche, dans toutes ses composantes, doit en faire le sujet de la rentrée sociale et politique avec ses multiples propositions, revendications. Mais pour rompre avec les politiques néolibérales (et combattre le RN dans ses bases populaires) il va falloir construire une hégémonie et non se contenter de mesures administratives. Les besoins et les décisions pour la santé, pour l'école et pour l'université sont étouffés depuis trop longtemps...

On ne peut avoir, dans le calendrier du contrat de législature, la même temporalité que celle d'une gauche majoritaire. Ce d'autant plus que la majorité sociale est loin d'être homogène. Les contradictions entre les diverses fractions de classe sont loin d'avoir disparu. Il faut donc travailler impérativement tout ce qui conduit à l'unification. Faire payer les riches est une dimension nécessaire, mais insuffisante. La discussion sur les priorités avec les syndicats, les mouvements et toute la population est indispensable. Elle ne peut se limiter au débat parlementaire.

## **3 – Lutter contre les idées des extrêmes droites**

**La victoire électorale relative du NFP ne doit pas faire oublier la progression bien plus importante du RN et des forces d'extrême droite sans compter celle de leurs idées.** Le RN a été contenu électoralement, mais ses victoires idéologiques vont bien au-delà des résultats. Pour nombre de dirigeants de droite, le « cordon sanitaire » ne fonctionne plus. Et cette situation peut même, à diverses occasions, encourager les groupes « identitaires » violents... On voit déjà un déchaînement d'insultes et des agressions racistes. Sommes-nous si loin du Royaume-Uni avec des affrontements violents après des campagnes de fausses informations ?

Dans la bataille de l'opinion qu'ils ont gagnée, dans la contamination réactionnaire, les médias occupent une place centrale et font la promotion de thématiques comme celle du « danger migratoire ». Combattre le RN c'est aussi lutter pour la liberté d'informer et la liberté de la presse : il s'agit de combattre de manière systématique les fausses informations de l'empire Bolloré ou ses semblables, mais aussi d'exiger un vrai service public de l'information libéré de sa dépendance aux « informations » mensongères de la droite et de l'extrême droite.

Cela signifie la vigilance sur la presse d'information. Cela passe aussi par le débat avec ses salarié·es (journalistes ou autres) mais aussi le soutien aux médias de la presse libre. Cela signifie également une bataille culturelle et politique pour réaffirmer l'idée que les droits sociaux et démocratiques ne se séparent pas ; que les libertés de toutes et tous, dans leur diversité, constituent un but commun, contre toutes les idéologies réactionnaires et tous les « fondamentalismes ».